

<http://www.ladocumentationfrancaise.fr/pages-europe/d000730-la-baviere-un-land-allemand-pas-comme-les-autres-par-daniela-heimerl>

L'État bavarois moderne est un enfant de la Révolution française dont l'esprit mais également la main forte de Napoléon ont été les concepteurs, alors que son père adoptif a été le tout puissant Maximilien Joseph Comte Montgelas.

<https://www.napoleon.org/histoire-des-2-empires/biographies/montgelas-maximilian-josef-garnerin-comte-von-munich-1759-1838-ministre-bavarois/>

Montgelas, conduit une politique intérieure de sécularisation et centralisation administrative, dans la droite ligne du mouvement des Lumières. Il renforce les impôts payés par le clergé et la noblesse, mesure qui s'appuie sur une étude économique complète du pays et un nouveau cadastre. La première constitution du royaume bavarois intervient en 1808, et abolit par exemple les dernières survivances du servage. Elle met en place un système politique bicaméral, qui n'avait pourtant pas les préférences de Montgelas, largement favorable à un régime où le chef de l'État pourrait mener une politique très indépendante vis-à-vis du parlement. La guerre empêcha d'ailleurs la convocation du parlement pendant plusieurs années. L'école et le service militaire sont rendus obligatoires et un vaste plan national de vaccination est lancé. Le commerce est favorisé avec la suppression des nombreux péages intérieurs. L'organisation politique et administrative du royaume est considérablement modernisée, et les postes d'administration ne sont plus réservés à une élite sociale. Grâce à la politique de tolérance de Montgelas, la Bavière, pays profondément catholique depuis le XVI^e siècle, intègre favorablement les membres des communautés protestante et juive. Promulgué en 1812, le Code pénal s'imprègne des principes humanistes du XVIII^e siècle, et interdit ainsi l'usage de la torture.

https://fr.wikipedia.org/wiki/Maximilian_von_Montgelas

En 1808, Montgelas donna à la Bavière sa première constitution moderne, qui comprenait l'abolition de toutes les reliques du servage qui avaient survécu jusque-là⁴. En 1812, la torture fut abolie par l'introduction d'un nouveau code

pénal fondé sur des normes humanitaires modernes⁴. La scolarisation, la vaccination et le service militaire furent rendus obligatoires⁴. L'administration bavaroise fut réorganisée autour d'un cabinet centralisé de ministères modernes qui remplaça les multiples chambres d'antan⁴. Montgelas également cours au libre-échange en faisant abolir tous les péages dans le royaume de Bavière⁴. Il conçut et mit en œuvre le *Dienstpragmatik*, un règlement pour les fonctionnaires, qui a servi de modèle à toute la fonction publique en Allemagne⁴. Désormais, l'admission à un service dans l'administration publique ne se faisait plus sur la base de l'appartenance à la religion catholique ou la noblesse, mais uniquement sur la qualité de l'éducation⁴. Les fonctionnaires recevaient un salaire suffisant et leurs veuves une pension⁴. Ce règlement, qui mettait fin à la prépondérance de la noblesse dans les rangs les plus élevés et les plus décisifs de l'administration publique, permit à Montgelas de restructurer la fonction publique sur une déontologie nouvelle qui créait, par la même occasion, un groupe social de serviteurs dont l'unique loyauté allait à la couronne et au royaume de Bavière⁴.

Afin de réduire l'influence politique et culturelle de l'Église catholique en Bavière, Montgelas a accordé les droits civils, y compris la citoyenneté, aux protestants⁴. Les communautés juives ont également reçu un statut juridique, même s'il demeurait un enregistrement spécial de nature discriminatoire⁴. Il a contribué à la laïcisation de la Bavière en saisissant pour l'usage et le profit de l'État de nombreuses propriétés foncières de l'Église, surtout les monastères, car il considérait la vie monastique, au mieux, comme inutile, et au pire, comme un vivier de « superstition »⁴. Il importait essentiellement de tenter de supprimer les biens de mainmorte qui avait mené la trésorerie de l'État au bord de la faillite sous Charles Théodore⁴. La suppression des institutions et l'expropriation des biens de l'Église étaient, selon les principes des Lumières et de la réorganisation de l'Europe napoléonienne, des étapes essentielles dans la modernisation de l'État⁵. Toujours selon ces principes, Montgelas consacra l'omnipotence de l'autorité laïque sur la religion en éliminant les marques d'autorité et de contrôle des ressources par l'Église, dont les monastères possédaient, depuis les premiers siècles du Moyen Âge, de grandes étendues de terres et exploitaient les agriculteurs qui y travaillaient⁴.